Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec

# RAPPORT ANNUEL 2015-2016

*LA FORCE DE CHACUN, LA PUISSANCE DE L'ÉQUIPE!*

**28 OCTOBRE 2016**

# TABLE DES MATIÈRES

**Mot de la présidente** p.3

## *ENJEUX STRATÉGIQUES*

### Dossiers majeurs

→ **Nouveau cadre de financement des CJE** p.4
- Défense de la mission
- Programme local d'initiatives – CJE
- Entente-cadre

→ **Nouveau partenariat avec le Secrétariat à la jeunesse** p.6
- Politique québécoise de la jeunesse
- Expérimentation du Créneau carrefour jeunesse

→ **Autres dossiers avec Emploi-Québec** p.8
- Nouveau service spécialisé Jeune
- Objectif Emploi
- Forum des ressources externes

## *VIE ASSOCIATIVE*

### Gouvernance

→ **Conseil d'administration** p.10

→ **Mobilisation** p.11

→ **Communications** p.12

## *AFFILIATIONS — PARTENARIAT*

→ **Affiliations** p.13

→ **Partenariat** p.14

## *ANNEXE*

### Coordonnées des membres p.15

# MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chers collègues,

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la planète CJE a continué à vivre de grands bouleversements cette année.

Après la modification profonde de notre cadre de financement par Emploi-Québec, en 2014, ce fut au tour du Secrétariat à la jeunesse de revoir ses façons de faire, à l'aube du renouvellement de la Politique québécoise de la jeunesse.

En effet, le gouvernement du Québec a annoncé une réorientation importante de ses investissements, afin d'augmenter les services directs aux jeunes de 15 à 29 ans et renforcer son action dans les localités du Québec, par l'entremise de nouveaux partenariats avec les carrefours jeunesse -emploi (CJE). Dans ce cadre, six de nos membres ont participé à l'expérimentation du *Créneau carrefour jeunesse*, sur vingt-cinq projets-pilotes. L'implantation du nouveau modèle dans les 110 CJE du Québec est prévue pour janvier 2017.

D'autre part, nous avons continué à chercher une voie de passage avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour permettre aux CJE de conserver leur capacité d'intervenir et d'innover dans leurs milieux respectifs. Nous avons proposé une solution qui permettait de rectifier le tir et d'améliorer les conditions d'intervention des CJE, pour que ceux-ci puissent aider plus de jeunes, et ce, avec le même argent. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à convaincre le MTESS et Emploi-Québec du bien-fondé de notre approche.

Dans toutes les démarches que nous avons effectuées depuis deux ans, nous avons constamment gardé le cap sur nos valeurs et sur la croyance fondamentale que l'insertion durable à l'emploi est la meilleure barrière contre la pauvreté. Pour cette raison, nous sommes fiers du travail accompli.

De toute façon, la chose la plus importante que nous voulons préserver est la relation privilégiée que nous avons développée avec la jeunesse depuis 20 ans. Tous les jours, des milliers de jeunes, de tout horizon, cognent à notre porte pour recevoir un coup de pouce. Nous les écoutons, nous les accompagnons et nous les voyons s'épanouir.

En lisant le bilan de l'année, vous pourrez constater que de nombreux enjeux stratégiques vont encore nous interpeller dans les prochains mois. Nous sommes à un moment charnière de notre histoire et je souhaite que la réflexion stratégique que nous tiendrons à l'automne 2016 permette de recentrer nos énergies pour mieux nous projeter vers l'avenir.

Finalement, je tiens à remercier tous les membres du Collectif pour leur détermination et leur passion. Un merci spécial au Conseil d'administration et à notre secrétaire générale pour leur soutien indéfectible en cette première demi-année de mandat à la présidence du Collectif.

Rachelle Després, présidente

## DOSSIERS MAJEURS

Deux grands dossiers ont monopolisé l'attention des membres et de la permanence du Collectif en 2015-2016, soit le nouveau cadre de financement des CJE et le nouveau partenariat avec le Secrétariat à la jeunesse.

### NOUVEAU cadre de financement des CJE

**Défense de la mission**

Le Collectif a poursuivi ses démarches de représentation avec détermination pour défendre la mission et le financement de base des carrefours jeunesse-emploi (CJE) auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. On se rappellera qu'au cours de l'hiver 2015, quarante-cinq carrefours jeunesse-emploi s'étaient mobilisés autour de ces questions pour former le Groupe stratégique – CJE, à l'extérieur des vies associatives.

Les travaux du Groupe stratégique, se sont terminés le 2 juin, lors d'une rencontre qui suivait de près l'annonce du gouvernement du Québec d'investir dans un nouveau partenariat au profit de la jeunesse québécoise, par le biais du projet *Créneau carrefour jeunesse* du Secrétariat à la jeunesse. La quasi-totalité des membres présents a jugé que le travail de représentation devait se poursuivre au sein des deux regroupements officiels de CJE. Tous étaient cependant unanimes pour dire que cette expérience de quelques mois avait été très enrichissante.

**Programme local d'initiatives - CJE**

À l'automne 2015, portés par l'énergie et les réflexions du Groupe stratégique, les membres du Collectif ont élaboré une nouvelle approche pour tenter d'obtenir des modifications au cadre de financement des CJE. L'objectif poursuivi est de redonner au CJE leur capacité de rejoindre et de mobiliser tous les jeunes adultes du Québec, en soutenant leurs ambitions et en les propulsant vers l'action, la réussite sociale, professionnelle et économique.

Dans un document intitulé « *Pour une véritable stratégie de prévention de la pauvreté par l'insertion durable à l'emploi des jeunes de 16 à 35 ans* », le Collectif a mis de l'avant une solution qui s'appuie sur les deux principes fondamentaux qui guident l'action des CJE depuis leur création :

- Nous ne pouvons laisser tomber aucun jeune.
- Nous devons adapter nos programmes aux besoins des jeunes plutôt que de demander aux jeunes de s'adapter aux critères des programmes.

Le Collectif y présentait une première analyse de la situation, après neuf mois d'expérimentation du nouveau cadre de financement des CJE instauré par Emploi-Québec. Plusieurs constats inquiétants se dégageaient sur la diminution de la capacité d'agir des CJE depuis la réforme et militaient en faveur d'apporter des correctifs.

Le Collectif a proposé de modifier le cadre de financement des CJE de façon à mettre en place un Programme local d'initiatives [PLI], représentant 50 % du budget relié à l'ancien financement de base (l'autre 50 % continuait d'être alloué aux achats de service avec Emploi-Québec). Ce programme permettait notamment d'intervenir en amont auprès des jeunes adultes qui ne sont pas encore demandeurs d'aide sociale ou prestataires, tout en respectant les principes de la réforme.

De janvier à avril 2016, plusieurs rencontres ont eu lieu avec les hautes instances du MTESS et d'Emploi-Québec, afin de discuter de la pertinence et de la faisabilité de cette proposition. Malgré un intérêt manifeste pour le « vent de fraîcheur » qui se dégageait de celle-ci en termes de développement de projets et d'initiatives mobilisateurs pour les jeunes, les autorités ont préféré garder le statu quo et conserver l'approche d'achat de services dans son intégralité. Les multiples efforts déployés depuis deux ans n'ont pas réussi à infléchir la position du MTESS et d'Emploi-Québec.

**LES COMS**

Déçu par la décision du MTESS, en mai 2015, le Collectif a réalisé une campagne médiatique pour réclamer l'espace nécessaire pour innover et déployer nos pratiques gagnantes.

- Lettre ouverte du Collectif au premier ministre Couillard, paru dans la section FORUM journal Le Droit du 5 mai 2016, *« À la défense des carrefours jeunesse-emploi »*
- Lettre à François Blais, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, signée par Martine Morissette, parue dans la section POINT DE VUE du Soleil du 9 mai 2016, *« Dérapage imminent pour les Carrefours jeunesse-emploi du Québec »*
- Lettre ouverte de Yao Assogba, Louis Favreau, Lucie Fréchette - Membres de l'équipe scientifique de la Chaire en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais, dans la section LIBRE OPINION du Devoir du 25 mai 2016, *« Les Carrefours jeunesse-emploi réduits à la sous-traitance »*

**Entente-cadre**

Pendant cette même période, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a signé une Entente-cadre avec le Réseau des carrefours jeunesse emploi du Québec (RCJEQ), qui garantit le niveau actuel de financement de l'ensemble des CJE pour chacune des trois prochaines années, selon la même répartition entre les CJE que celle en vigueur en 2015 — 2016, et qui élargit légèrement la clientèle qui pourra être desservie par les CJE.

Dans les faits, le choix des cibles de clientèle dans les achats de service est la responsabilité des directions régionales d'Emploi-Québec et des Centres locaux d'emploi et la priorité va toujours aux prestataires de l'aide financière de dernier recours et aux participants de l'assurance-emploi.

Il est aussi prévu qu'une évaluation des effets des services offerts par les CJE pour les participants sera effectuée au début de la troisième année de l'Entente (2018-2019). Le Collectif a fait des représentations pour être consulté sur le cadre d'évaluation, au même titre que le RCJEQ.

## NOUVEAU partenariat avec le Secrétariat à la jeunesse

### Politique québécoise de la jeunesse

À la suite du lancement, en juin 2015, de la consultation en vue du renouvellement de la Politique québécoise de la jeunesse du gouvernement du Québec, le Collectif s'est inscrit pour participer aux différentes étapes du processus.

En septembre 2015, le Collectif a participé à la rencontre organisée par le Secrétariat à la jeunesse (SAJ), présidée par le premier ministre du Québec, qui réunissait une cinquantaine d'organismes jeunesse afin de boucler la consultation et préciser les priorités de la future politique.

Ce fut l'occasion de présenter les propositions et les recommandations que nous avons élaborées dans notre mémoire *« Pour une politique jeunesse emballante et engageante »,* mémoire qui a été déposé au SAJ par la suite, le premier octobre 2015. Depuis cette date, nous sommes en attente de l'adoption officielle de la Politique et du plan d'action qui en découlera.

### Expérimentation du Créneau carrefour jeunesse

Les nouveaux partenariats annoncés en juin 2015 doivent compléter la nouvelle relation que le gouvernement veut établir avec les CJE pour offrir des services directs aux jeunes et permettre le financement de projets par, pour et près des jeunes. Selon le Secrétariat à la jeunesse, ces nouveaux partenariats vont servir à renforcer la capacité d'intervention des CJE ainsi que leurs stratégies partenariales.

Ainsi, un total de 20 millions seront consacrés à développer le Créneau carrefour jeunesse des CJE avec des interventions ciblées en faveur de la persévérance scolaire, de l'accompagnement de jeunes à risque et le développement de projets en milieu scolaire et dans les communautés. C'est ce qu'est venu nous expliquer le SAJ, lors de la réunion des membres du 2 juin 2015.

Six membres du Collectif ont été choisis comme projets-pilotes dans le cadre de l'expérimentation du SAJ, soit le Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais, le Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville, le Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest-de-l'Ile, le Carrefour jeunesse-emploi Maskoutain, le Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Côte de Gaspé et le Carrefour jeunesse-emploi du Témiscouata.

Malgré des délais importants pour la signature des ententes et le démarrage tardif des projets, la cueillette de données et l'expérimentation des différentes composantes se sont déroulées rondement au cours du printemps.

À cette étape-ci du projet, le Collectif joue principalement un rôle de vigilance, de représentation et de transfert d'information auprès de ces membres. Nous souhaitons que le SAJ garde la maîtrise d'œuvre du projet et qu'il ait des liens administratifs directs avec les CJE.

Avec ces objectifs en tête, le Collectif a rencontré le secrétaire adjoint du Secrétariat à la jeunesse, à la fin du mois d'avril. Puis, en novembre 2015, nous avons assisté à la première rencontre organisée par le SAJ pour présenter le cadre de l'expérimentation aux 25 projets-pilotes. Par la suite, nous avons aussi participé aux trois conférences téléphoniques convoquées par le RCJEQ pour discuter de l'avancement des projets avec les CJE pilotes, précédées à chaque fois de rendez-vous avec nos membres. Enfin, nous avons rencontré le RCJEQ à deux reprises, afin de convenir des modalités de communication et obtenir des réponses à nos interrogations.

**LES COMS**

- Communiqué de presse *« Le CACJEQ Québec inquiet de l'abolition des Forums jeunesse »*, 23 avril 2015
- Communiqué de presse *« Consultation pour le renouvellement de la Politique jeunesse »,* 22 juin 2015
- Communiqué de presse *« Mémoire du Collectif dans le cadre de la Consultation sur la Politique jeunesse »,* 1er octobre 2015
- Communiqué de presse *« Le Collectif désire rencontrer le nouveau ministre de l'Emploi »,* 28 janvier 2016

**Nouveau service spécialisé Jeune**

Suite à une évaluation de la mesure Jeunes en action (JEA) effectuée par la Direction de l'évaluation du MTESS, entre avril 2012 et mars 2015, le ministère a décidé de procéder à la transformation de la mesure JEA, car il juge les résultats trop faibles. Effectivement, après avoir achevé une étude comparative, à l'aide d'un groupe miroir ayant des caractéristiques similaires aux jeunes participants de la mesure, il apparait que les deux groupes ont eu plus ou moins les mêmes résultats après deux ans, qu'ils aient participé au non à la mesure.

À l'aide d'un comité interne formé de directions et d'intervenants, le Collectif a préparé une série de propositions et de recommandations. Deux documents ont été déposés au MTESS, en mars 2016. Le premier s'appuyait sur une enquête maison réalisée auprès de nos membres, à partir de données colligées entre 2011 et 2015, afin de soutenir nos dix recommandations pour réorienter la mesure JEA. Le deuxième proposait une série de mesures plus concrètes pour mettre en œuvre ces recommandations.

Le nouveau cadre de référence de la mesure JEA a été finalisé en mai 2016 et est entré en vigueur au premier juillet. Un comité mixte a été créé pour faire le suivi de son implantation. Il est formé de représentants d'Emploi-Québec et des organismes en développement de l'employabilité, dont le Collectif.

> *Son mandat : Partager toute information utile au projet (conditions de succès, suivi des résultats, problématiques rencontrées, pistes de solution, etc.), en vue d'apporter les ajustements nécessaires au bon fonctionnement du projet ainsi qu'à l'atteinte des résultats.*

La Direction de l'évaluation du MTESS procèdera à l'évaluation du nouveau service Jeune, en 2018-2019. Un devis d'évaluation sera réalisé dans les prochains mois.

**Objectif Emploi**

En novembre 2015, le ministre Sam Hamad, alors ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a présenté le projet de loi 70 à l'Assemblée nationale. Trois mois plus tard, son collègue François Blais reprenait le flambeau et poursuivait les travaux de la commission parlementaire.

Ce projet de loi vise à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi. Dans sa deuxième partie, il modifie la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles afin d'instaurer le Programme objectif emploi, lequel vise à offrir aux personnes qui y participent un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi. Le projet de loi habilite le gouvernement à prendre les mesures réglementaires nécessaires à son application, dont des sanctions ou des pénalités en cas de refus de participation.

Le Collectif a déposé un Avis à la Commission de l'économie et du travail en février 2016. À la lumière des principes qu'il défend en matière de prévention de la pauvreté et des conditions gagnantes qui

découlent de l'expérience des CJE depuis 20 ans, le Collectif s'est prononcé positivement sur les éléments du Programme objectif emploi qui concernent l'accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi. Nous sommes effectivement d'avis qu'un accompagnement personnalisé et soutenu représente le moyen le plus susceptible d'apporter des résultats positifs, notamment lorsqu'il est question des clientèles vulnérables, comme les premiers demandeurs d'aide sociale.

Par ailleurs, d'autres particularités du Programme objectif emploi soulèvent des inquiétudes importantes (dont l'obligation de participer et les pénalités financières qui touchent aux prestations de base). À notre avis, ces particularités risquent de créer davantage de pauvreté et nous paraissent totalement contreproductives eu égard aux objectifs du programme.

**Forum des ressources externes**

Le Collectif a été invité à participer au Forum des ressources externes à l'automne 2014, peu après les modifications apportées au cadre de financement des CJE. Nous y sommes représentés par Rachelle Després et Marie-Claude Desjardins, secrétaire générale.

En avril 2015, dans le cadre d'une rencontre du Forum, la secrétaire générale du Collectif a co-animé une demi-journée de réflexion avec la directrice générale du RQuODE, Mme Nicole Galarneau. L'exercice avait pour but de susciter un renouvellement de la relation partenariale qui unit les organisations communautaires œuvrant en employabilité et ses partenaires d'Emploi-Québec depuis plus de 15 ans. Voici les deux questions que nous avons soumises à l'assemblée :

- Comment Emploi-Québec et ses partenaires communautaires peuvent mieux s'arrimer pour desservir les personnes qui en ont le plus besoin et améliorer, ensemble, leurs résultats ?
- Quels sont les zones d'amélioration, les cibles à atteindre et les moyens pour y arriver ?

Cinq thèmes ont été choisis à la suite du remue-méninge et un plan de discussion a été élaboré pour 2015-2016 : Détermination des besoins/référence-recrutement-dépistage, relation partenariale, résultats et reddition de comptes, adaptation des mesures et financement.

Plusieurs groupes de travail ont été mis en place à la suite de ce travail commun. Les nombreuses rencontres qui se sont tenues ont surtout permis d'échanger sur les réalités du terrain, en matière de recrutement/références, de partenariat et de reddition de compte. Un bilan des travaux sera effectué à l'automne 2016. Plusieurs changements dans l'organigramme du MTESS devraient permettre d'obtenir de résultats plus concrets.

**Le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec** est né en 2006 du désir de créer une vie associative transparente, dynamique et inclusive. En mars 2015, il compte vingt-cinq membres, qui se déploient dans 6 régions du Québec et qui partagent des valeurs et des intérêts communs.

Sa mission est de créer un espace dynamique de réflexion et d'action pour concevoir et promouvoir des pratiques originales au service des jeunes adultes de 16 à 35 ans. En s'appuyant sur des façons de faire et des valeurs solides, les membres du Collectif ont le désir d'inspirer les organisations d'ici et d'ailleurs pour développer le plein potentiel des jeunes.

## GOUVERNANCE

### CONSEIL d'administration

Le conseil d'administration du Collectif est formé de cinq membres. Dans la pratique du Collectif, tous les membres sont invités à participer aux rencontres. Comme les enjeux étaient particulièrement importants cette année, nous avons tenu sept téléconférences et deux rencontres en personne avec l'ensemble des membres, dont une qui incluait l'assemblée générale annuelle 2015.

| | |
|---|---|
| **Présidente** | |
| Rachelle Després | CJE de la MRC de L'Islet |
| **Vice-président** | |
| Pierre Gingras | CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville |
| **Trésorière** | |
| Sylvie Landriault | CJE Pontiac |
| **Secrétaire** | |
| Marie Josée Bolduc | CJE Beauce-Nord |
| **Administrateur** | |
| Ronald Ménard | CJE Avignon-Bonaventure |

### MOBILISATION

Organisés en plusieurs comités de travail, soutenus par la secrétaire générale, les membres ont travaillé sur plusieurs aspects de la gouvernance du Collectif :

**Comité Membership [2 rencontres]**

→ Membres : Rachelle Després, Marie Josée Bolduc, Andrée Lafrenière

→ Mandat : Élaborer une proposition afin d'offrir la possibilité à des CJE non affiliés de participer à certaines activités du Collectif durant une période transitoire d'un an. L'accent a été mis sur les objectifs suivants :

- Préserver la mission des carrefours jeunesse-emploi
- Défendre le modèle CJE afin de protéger notre identité
- Faire assouplir les règles SAE afin de mieux les adapter aux besoins des jeunes
- Soutenir nos membres dans la transition vers la nouvelle gestion SAE

→ Douze nouveaux membres se sont joints au Collectif au courant de l'année 2015-2016. Nous sommes maintenant rendus à 25 membres.

***Vous trouverez la liste complète des membres aux pages 15 et 16***

**Comité Instrument de vie collective [2rencontres]**

→ Membres : Rachel Guidet, Rachelle Després, Sylvie Landriault, Sarah-Michèle Couillard

→ Mandats : Proposer des modes de fonctionnement pour améliorer la gouvernance avec l'arrivée de nombreux nouveaux membres ; revoir les règles du Fonds de rencontre ; élaborer un code d'éthique et une politique de circulation des documents ; réviser et mettre à jour les statuts et règlements et la politique relative aux frais de déplacement.

**Comité Planification stratégique [2 rencontres]**

→ Membres : Pierre Gingras, Josée Jamieson et Marie Josée Bolduc

→ Mandat : Réfléchir aux contenus et à la formule d'animation pour la journée du 20 octobre 2015

**Comité Ressource humaine [2 rencontres]**

→ Membres : Rachel Guidet, Rachelle Després, Pierre Gingras, Johane Viau

→ Mandats : Évaluer le contrat de la Secrétaire générale (mandat, nature, nombre d'heures) et évaluer le niveau de satisfaction des membres

**Comité Stratégies Mission [une douzaine de rencontres]**

→ Membres : Martine Morissette, Rachelle Després, Pierre Gingras, Ronald Ménard, Philippe Tisseur

→ Mandats : Élaborer les stratégies pour obtenir des modifications au cadre de financement des CJE et en faire le suivi.

**Comité Jeunes en action [6 rencontres]**

→ Membres : Marie Josée Bolduc, Ian Boulanger, Geneviève Caron, Bertoni Coulombe, Josée Cousineau, Marie-Josée Dubois, Sylvie Fournier, Karine Tardif, Nathalie Viel,

→ Mandats : Élaborer des recommandations dans le cadre de la transformation de la mesure JEA.

## COMMUNICATIONS

### Communications aux membres

→ Entièrement accaparées par la défense de nos grands dossiers, les communications internes se sont concentrées principalement autour de ces enjeux. L'information concernant les avancées réalisées circulait sur une base hebdomadaire, par le biais du courriel et du groupe Facebook gestionnaire — CACJEQ.

→ De plus, les membres se sont réunis à plusieurs reprises, que ce soit en grand groupe ou en comités de travail, en conférences téléphoniques ou en personne. 2015-2016 a été une année record pour le travail collectif !

### Communications externes

→ Mis à part les communiqués reliés à nos deux dossiers majeurs (voir pages 5 et 7), le Collectif a tenu à souligner l'apport important de M. Parizeau, à l'occasion de son décès.

- Communiqué de presse « Jacques Parizeau laisse un legs jeunesse inestimable », 3 juin 2015

→ Nos partenaires pouvaient suivre nos productions en temps réel sur notre site web. Tous les documents produits, publiés ou déposés y étaient affichés. www.info@cacjeq.ca

→ La page Facebook *Mon CJE j'y tiens*, créée en 2014 par le Collectif, lors de notre campagne de mobilisation, est encore bien vivante. Principalement alimentée par une de nos membres, elle permet de partager les bons coups des CJE du Québec ainsi que les nouvelles qui concernent les jeunes et l'emploi.

- Responsable : Guylaine Turpin, CJE Saint-Hubert
- Total des mentions J'aime la Page : 9496

# *AFFILIATIONS — CONCERTATION — PARTENARIAT*

## AFFILIATIONS

### → CASC – Coalition pour l'accès aux services des Centres locaux d'emploi

Même si nous ne sommes pas actifs, nous partageons plusieurs de leurs préoccupations et soutenons leur action.

Cette année, la CASC s'est jointe à coalition Objectif Dignité pour dénoncer la volonté du gouvernement d'imposer des pénalités et même des coupes à la prestation de base en cas de non-participation des primo-demandeurs au programme Objectif emploi (PL70).

### → CECI – Centre d'étude et de coopération internationale

Le Collectif est devenu membre du CECI en 2015 parce que sa mission rejoint nos valeurs et nos intérêts en matière de coopération internationale :

*« La mission du CECI est de combattre la pauvreté et l'exclusion. À cette fin, le CECI renforce les capacités de développement des communautés défavorisées ; il appuie des initiatives de paix, de droits humains et d'équité ; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire. »*

Délégation : Martine Morissette

### → COLECTIVO INTERNACIONAL CJE SIN FRONTERAS
### COLLECTIF INTERNATIONAL DES CJE SANS FRONTIÈRES

C'est avec une grande fierté que le Collectif appuie le Colectivo internacional CJE sin fronteras qui a vu le jour en mars 2012, soutenu par des acteurs de la société civile du Pérou, de la Bolivie et du Québec.

*« La mission du Colectivo est d'établir des alliances pour mobiliser des ressources qui viendront appuyer la mise en œuvre, la consolidation et le déploiement des CJE en Amérique latine, en Afrique et au Canada (Québec) dans un environnement de coopération et de solidarité mutuelle.*

Délégation : Ronald Ménard

### → Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre

Cette année, nous avons participé à deux rencontres de la COCDMO :

- le 17 novembre 2015 : demi-journée d'information et de réflexion sur le projet de Loi 70
- le 12 juin 2016 : Assemblée générale annuelle

Délégation : Pierre Gingras et Marie-Claude Desjardins

→ **Comité interassociations**

Depuis son intégration au Forum des ressources externes, à l'automne 2014, le Collectif participe activement aux réunions du Comité interassociations, qui s'est réuni à quatre reprises durant la période 2015-2016. Le mandat principal du Comité est de favoriser la concertation entre les organismes du secteur de l'employabilité qui siègent au Forum national des ressources externes.

Délégation : Marie-Claude Desjardins

→ **RQuODE**

Le Collectif a collaboré à deux activités organisées par le RQuODE :

- Le colloque QUARIERA, avec la signature d'une entente de collaboration pour promouvoir l'événement auprès de nos membres et la participation au Salon des exposants avec notre jeu TOP SECRET.
- Le panel sur l'emploi et la formation, qui a eu lieu le 29 septembre 2015, afin de soumettre les enjeux de notre secteur d'intervention aux différents candidats à l'élection fédérale.

# COORDONNÉES des membres — MARS 2016

## BAS ST-LAURENT

**CJE du Kamouraska/Projektion 16-35**
580 A, rue Côté
Saint-Pascal (Québec) G0L 3Y0
Édith Samson, directrice générale
Téléphone : (418) 492-9127
Courriel : direction@projektion16-35.ca

**CJE de Matane**
548, avenue du Phare Est, bureau 202
Matane (Québec) G4W 1A7
Bertoni Coulombe, directeur général
Téléphone : (418) 566-6749
Courriel : direction@cjematane.ca

**CJE MRC Rimouski-Neigette**
145, rue Lepage
Rimouski (Québec) G5L 8W2
Marie-Claude Lapierre, directrice générale
Téléphone : (418) 722-8102
Courriel : at01cje@globetrotter.net

**CJE Rivière-du Loup|Les Basques**
31, rue Delage, bureau 100
Rivière-du Loup (Québec) G5R 3N9
Estèle Bérubé, directrice générale [intérim]
Téléphone : (418) 867-4992
Courriel : dga@cjerdlb.ca

**CJE de Témiscouata**
800-A, rue Commerciale Nord
Témiscouata-sur-le-Lac, (Québec) G0L 1E0
Mélanie Bélanger, directrice générale
Téléphone : (418) 854-5530
Courriel : direction@cjetemiscouata.qc.ca

## CHAUDIÈRE-APPALACHES

**CJE Beauce-Nord**
168, rue Notre-Dame Sud
Sainte-Marie-de-Beauce (Québec) G6E 4A6
Marie Josée Bolduc, directrice générale
Téléphone : (418) 386-2532
Courriel : mj.bolduc@cjebn.com

**CJE de la MRC de L'Islet**
962, rue des Trembles, bureau 300
Tourville (Québec) G0R 4M0
Rachelle Després, directrice générale
Téléphone : (418) 359-3730
Courriel : rdespres@cjelislet.qc.ca

## GASPÉSIE

**CJE Avignon-Bonaventure**
193-B, avenue Grand Pré
Bonaventure (Québec) G0C 1E0
Ronald Ménard, directeur général
Téléphone : (418) 534-3993
Courriel : ronald.menard@cjeavbo.org

**CJE Haute-Gaspésie**
35, boulevard Ste-Anne Ouest
Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1P9
Caroline Dugas, directrice générale [intérim]
Téléphone : (418) 763-2308
Courriel : carolne.dugas@cjehautegaspesie.org

**CJE MRC la Côte-de-Gaspé**
63-1 rue Jacques-Cartier,
Gaspé (Québec) G4X 1M1
Louis-Jérôme Cloutier, directeur général [intérim]
Téléphone : (418) 368-2121
Courriel : direction@cjecotedegaspe.ca

## MONTÉRÉGIE

**CJE La Prairie**
247-D rue Sainte-Catherine
St-Constant (Québec) J5A 2J6
Johane Viau, directrice générale
Téléphone : (450) 845-3848
Courriel : direction@cjelaprairie.qc.ca

**CJE Maskoutain/Espace carrière**
1305-4, rue des Cascades
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3H3
Josée Jamieson, directrice générale
Téléphone : (450) 771-4500
Courriel : direction@espacecarriere.org

**CJE Saint-Hubert**
5245, boul. Cousineau, local 292
Saint-Hubert (Québec) J3Y 6J8
Guylaine Turpin, directrice générale
Téléphone : (450) 678-7644
Courriel : direction@cjesh.org

## MONTRÉAL

**CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville**
10 794, rue Lajeunesse
Montréal (Québec) H3L 2E8
Pierre Gingras, directeur général
Téléphone : (514) 383-1136
Courriel : p.gingras@cje-abc.qc.ca

**CJE Centre-Nord**
3332, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H1Z 2E8
Suzanne Cloutier, directrice générale
Téléphone : (514) 729-9777
Courriel : s.cloutier@cje-centrenord.com

## MONTRÉAL [suite]

**CJE Centre|Sud-Plateau Mont-Royal|Mile-End**
1265 avenue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2J 1Y4
Rachel Guidet, directrice générale
Téléphone : (514) 522-9151
Courriel : rguidet@cjeplateau.org

**CJE LaSalle**
**Destination Travail du sud-ouest de l'île de Montréal inc.**
1191, 90e avenue
LaSalle (Québec) H8R 3A6
Philippe Tisseur, directeur général
Téléphone :(514) 368-1832, (514) 918-8429
Courriel : ptisseur@destinationtravail.org

**CJE Notre-Dame-de-Grâce**
6370, rue Sherbrooke Ouest,
Montréal, Québec H4B 1M9
Hans Heisinger, directeur général
Téléphone : (514) 482-6665
Courriel : hans.heisinger.cje.ndg@gmail.com

**CJE Marquette**
735, rue Notre-Dame, bureau 10
Lachine (Québec) H8S 2B5
Yves Picard, directeur général
Téléphone : (514) 634-0450
Courriel : picard.yves@videotron.ca

**CJE de l'Ouest-de-l'Ile**
225-F boulevard Hymus
Pointe-Claire (Québec) H9R 1G4
Yves Picard, directeur général
Téléphone : (514) 782-0433
Courriel : picard.yves@videotron.ca

## MONTRÉAL [suite]

**CJE Rosemont/Petite-Patrie**
**Groupe Conseil St-Denis**
1453, rue Beaubien Est, bureau 302
Montréal (Québec) H2G 3C6
Marie-Josée Dubois, directrice générale
Téléphone : (514) 278-7211
Courriel : duboismj@gcsd.qc.ca

## OUTAOUAIS

**Centre de services pour l'économie et l'emploi**
1694 Montée de la Source
Cantley (Québec) J8V 3H6
Catherine Kammer-Mayer, directrice générale
Téléphone : (819) 457-4480
Courriel : ckammer-mayer@cielcollines.org

**CJE de l'Outaouais**
350, boulevard de la Gappe
Gatineau (Québec) J8T 7T9
Martine Morissette, directrice générale
Téléphone : (819) 561-7712
Courriel : martinemorissette@cjeo.qc.ca

**CJE du Pontiac**
80, rue Leslie, CP 219
Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0
Sylvie Landriault, directrice générale
Téléphone : (819) 648-5065
Courriel : slandriault@crep.qc.ca

**CJE Vallée-de-la-Gatineau**
217 Rue Principale Sud,
Maniwaki (Québec) J9E 2A3
Sophie Beaudoin, directrice générale
Téléphone : (819) 441-1165
Courriel : sophie.beaudoin@cjevg.qc.ca